REPUBLIQUE FRANÇAISE - DEPARTEMENT DE L'ALLIER

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

2e Circonscription (MONTLUÇON)

Parti Socialiste S. F. I. O.

Citoyennes, Citoyens,

Le 28 septembre 1958, il y a eu, fort heureusement pour notre pays, une très forte majorité de Français qui ont dit « oui » à la nouvelle Constitution « démocratique, laïque et sociale » qui était proposée par le gouvernement du général de Gaulle.

Ce jour là, un immense espoir est né. Il ne faut pas que cet espoir soit déçu et chacun a le devoir de faire dès maintenant un très grand effort pour apporter sa contribution à la rénovation politique, morale, économique et sociale de la France, dans le cadre d'un régime républicain rajeuni.

Il importe que la Ve République soit très différente de la IVe.

Il est nécessaire que soient maintenues les libertés démocratiques auxquelles nous sommes attachés, mais il est indispensable qu'après de libres élections, soit mis en place pour longtemps un gouvernement qui gouverne, avec une autorité très renforcée. Un gouvernement appuyé sur une large majorité et qui, n'ayant pour but que l'intérêt général de la Nation, débarrassé de tout esprit démagogique, apporte à notre pays de profondes réformes de structure.

Il faut que l'autorité de l'Etat Républicain s'exerce avec fermeté — à tous les échelons — et que les hommes politiques soient des hommes qui gouvernent plus que des hommes qui parlent.

Il n'est plus possible que les députés ne soient que les représentants dociles d'intérêts particuliers, et en particulier il est grand temps que certaines oligarchies financières soient mises au pas.

Il faut qu'il règne plus de justice sociale et que la grande masse des travailleurs des villes et des campagnes qui en ce moment vit si difficilement et si courageusement ne soit pas plus longtemps maintenue à l'écart de la Nation sous prétexte que certains d'entre eux votent pour le parti communiste.

Il faut aussi qu'il existe plus de justice devant l'impôt — nos impôts sont trop vieux et trop compliqués et il est nécessaire de réaliser au plus vite une réforme fiscale, ce qui ne veut pas dire que l'on ne paiera plus d'impôts — les Français sont prêts à faire un effort mais à la condition qu'ils aient l'impression qu'il y a une justice fiscale d'une part et que leur argent est judicieusement employé d'autre part.

Il ne faut plus que nos vieux, après une vie de labeur et de peines, continuent à vivre avec la hantise de la misère, du froid et de la faim.

Il n'est plus admissible que pour des raisons d'orthodoxie financière et monétaire soit délibérément freiné une expansion économique nécessaire. Il faut pratiquer dans les années qui viennent une politique hardie d'investissement qui seule peut assurer pour demain des logements décents, des écoles, des hôpitaux. Cette politique d'investissement nous avons le devoir de la réaliser en pensant aux jeunes Français qui ne demandent qu'à étudier, qu'à travailler et à fonder un foyer.

Tous ces problèmes ne sont pas incompatibles. Tout cela est possible si le pays est gouverné et si chaque Français est décidé à faire un effort.

Il n'y a pas de miracles pour les peuples qui s'abandonnent.

Sur un autre plan, la première tâche du premier gouvernement de la Ve République sera de rétablir — mais pas n'importe comment — la paix en Algérie.

Là-bas les choses ne vont pas encore très bien mais elles vont mieux.

Si l'action militaire est une chose nécessaire, par contre la solution définitive du problème ne peut être que politique. Il ne peut être question, pour arriver à cette solution, ni d'indépendance de l'Algérie, ni d'intégration totale, immédiate qui est impossible.

Mais, quand l'Algérie aura en même temps que la métropole élu librement ses députés à l'Assemblée nationale, un grand pas sera fait pour un règlement satisfaisant de ce problème capital et si particulier.

Il faudra travailler aussi à établir avec les territoires d'outre-mer, qui ont librement dit « oui », des liens solides pour que se constitue, et vite, cette communauté fondée sur l'égalité et la solidarité des peuples qui la composent.

Il faudra aussi veiller avec une attention de tous les instants, à maintenir la Paix dans le monde — et pour cela poursuivre inlassablement les négociations internationales pour arriver à une limitation contrôlée des armements — et en particulier des armements atomiques. Pour maintenir cette paix, il faudra aussi renforcer les liens qui commencent à unir les Etats européens. Face à la redoutable Russie Soviétique et ses malheureux satellites, il faut que l'Europe s'organise aussi bien sur le plan économique que sur le plan militaire. Il faut que cette Europe, bien soudée, représente une force spirituelle et matérielle capable de faire réfléchir ceux qui risquent un jour de choisir la guerre pour résoudre leurs propres problèmes.

C'est dans cet esprit et pour défendre ces idées, très sommairement exposées, que je sollicite vos suffrages puisque le Parti Socialiste S.F.I.O. m'a fait l'honneur de me désigner comme candidat à ces élections législatives du 23 novembre 1958, pour la circonscription de Montluçon.

Cette circonscription, je la connais bien. Elle représente une unité industrielle, agricole et commerciale qui mérite d'être défendue si l'on veut que persiste une expansion économique qui, seule, peut assurer prospérité et sécurité pour chacun.

Pierre BOURGEOIS



Né le 12 février 1915 à Montluçon.
Etudes secondaires au lycée de Montluçon.
Etudes médicales à la Faculté de Médecine de Paris.
Ancien interne des hôpitaux de la Seine.
Mobilisé en septembre 1939.
Médecin de bataillon.
Installé à Montluçon en 1941.

A la Libération est désigné par le préfet Fleury pour réorganiser les syndicats de la profession médicale.

Ex-Président du Syndicat des Médecins de l'Allier.
Ex-membre du Conseil régional de l'Ordre des Médecins.
Ex-administrateur de la Caisse départementale et régionale de Sécurité Sociale.
Elu conseiller municipal le 19 octobre 1947.
Devient premier adjoint au maire le 11 juin 1950, poste qu'il occupe actuellement.
Ex-conseiller général du canton de Montluçon-Ouest.
Ex-vice-Président du Conseil général de l'Allier.
Décorations : Palmes Académiques,



Remplaçant éventuel

Marcel DUPLAIX

Chef de Bureau
aux Usines Saint-Jacques

Adjoint au Maire de Montluçon

Chevalier de la Légion d'Honneur

Pierre BOURGEOIS

Docteur en Médecine

Premier Adjoint
au Maire de Montluçon

Vu, le Candidat.

Gde Imp. Nouvelle - Montluçon